

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**PREFECTURE DU NORD**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**

**3ème Bureau**

**ENVIRONNEMENT**

**CD/DC**

09102100



**ARRETE** mettant en demeure la société des huiles LEMAHIEU, représentée par Maître Bernard SOINNE, liquidateur judiciaire, de respecter les prescriptions des articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 octobre 1999 relatif à l'exploitation de son site de GONDECOURT, 26, rue Gay Lussac.

**LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-de-CALAIS,  
PREFET DU NORD,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et son décret d'application n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et ses décrets d'application n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 juin 1988 autorisant la société des huiles LEMAHIEU - siège social : rue Gay Lussac, zone industrielle à GONDECOURT - à exploiter, à la même adresse, une installation de traitement d'huiles industrielles usagées ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 octobre 1999 lui imposant : .

- sous trois mois, la dépollution des sols au droit du sondage SC1 repris dans le rapport référencé ANTEA (article 3)
- sous trois mois, le tubage du rejet du site (article 4)
- sous six mois, le complément de l'évaluation simplifiée des risques du site (article 2) ;

VU le jugement du tribunal de commerce de Lille en date du 16 décembre 1999 prononçant la liquidation judiciaire de la société des huiles LEMAHIEU et nommant comme liquidateur Maître Bernard SOINNE ;

VU le rapport en date du 11 janvier 2000 de Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que la société des huiles LEMAHIEU n'a pas réalisé les prescriptions imposées par les articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 octobre 1999 et qu'il y a lieu de la mettre en demeure de les respecter ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRETE :**

**ARTICLE 1er.** - La société des huiles LEMAHIEU, dont le siège social et l'activité sont situés 26, rue Gay Lussac, zone industrielle - 59147 GONDECOURT - représentée par Maître SOINNE, liquidateur judiciaire, 68, avenue du Peuple Belge - 59800 LILLE -, est mise en demeure, sous un délai n'excédant pas un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter les articles 3 (dépollution du sondage SC1) et 4 (tubage du rejet du site) de l'arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation du 6 octobre 1999.

**ARTICLE 2.** - En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions pénales et administratives prévues par la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée.

**ARTICLE 3.** - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Lille par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de deux mois qui court à compter de sa notification.

**ARTICLE 4.** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Maître SOINNE et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de GONDECOURT

- Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Fait à LILLE, le 12/11/99

LE PREFET,  
pour le Préfet,  
LE SECRETAIRE GENERAL,

François PHILIZOT.

pour ampliation,  
LE CHEF DE BUREAU DELEGUE,

  
Régine LARRIEU.